



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 119

## **Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction**

---

**Présentation**

**Présenté par  
M. Pierre Paradis  
Ministre du Travail**



---

**Éditeur officiel du Québec  
1986**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a notamment pour objet de confier un mandat en matière de formation professionnelle de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction à un organisme, la Commission de la construction du Québec, qui remplace l'Office de la construction du Québec.*

*Ce projet instaure des mécanismes destinés à permettre aux personnes qui oeuvrent dans l'industrie de la construction d'assumer des responsabilités plus grandes en matière de formation professionnelle de la main-d'oeuvre dans cette industrie.*

*Ce projet précise le partage des responsabilités en matière de formation professionnelle de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction entre le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, le ministre de l'Éducation et la Commission de la construction du Québec.*

*Ce projet abolit le certificat de classification qui servait à contrôler l'accès des travailleurs à l'industrie de la construction et établit de nouveaux mécanismes permettant de contrôler cet accès par la voie de la compétence. Il abolit également la fonction de commissaire au placement.*

*Ce projet confie au Procureur général de la province de Québec la responsabilité d'intenter les poursuites pénales en application de la Loi sur les relations du travail et la formation professionnelle dans l'industrie de la construction.*

*Il prévoit enfin des dispositions transitoires régissant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1987 les critères d'accès à l'industrie de la construction. D'autres dispositions maintiennent les règles relatives aux agences de placement et à la priorité régionale en matière de placement, d'embauche et de mobilité de la main-d'oeuvre.*

**LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:**

- 1° la Loi sur les installations de tuyauterie (L.R.Q., chapitre I-12.1);
  - 2° la Loi sur les installations électriques (L.R.Q., chapitre I-13.01);
  - 3° la Loi sur les maîtres électriciens (L.R.Q., chapitre M-3);
  - 4° la Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie (L.R.Q., chapitre M-4);
  - 5° la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20).
-



# Projet de loi 119

## Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** Le titre de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20) est remplacé par le suivant:

«LOI SUR LES RELATIONS DU TRAVAIL ET LA FORMATION  
PROFESSIONNELLE DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION».

**2.** L'article 1 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, après le paragraphe *c*, du suivant:

«*c.1*) «associations d'entrepreneurs»: l'Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec inc., l'Association de la construction de Montréal et du Québec, la Fédération de la construction du Québec, l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec, la Corporation des maîtres électriciens du Québec et la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec;»;

2° par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«*d*) «Commission»: la Commission de la construction du Québec;»;

3° par l'insertion, après le paragraphe *e*, du suivant:

«*e.1*) «Comité sur la formation»: le Comité sur la formation professionnelle dans l'industrie de la construction;»;

4° par l'insertion, après le paragraphe *p*, du suivant:

«*p.1*) « occupation »: une activité qui n'est pas comprise dans un métier au sens d'un règlement adopté en vertu du paragraphe 2° de l'article 123.1;».

**3.** Les intitulés du chapitre II et de la section 1 de ce chapitre et les articles 2 à 4 de cette loi sont remplacés par ce qui suit:

«COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC, COMITÉ MIXTE  
DE LA CONSTRUCTION ET COMITÉ SUR LA FORMATION  
PROFESSIONNELLE DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

« § 1.—*Commission*

« Sous-section 1.—*Constitution et organisation*

«**2.** Est instituée la « Commission de la construction du Québec ».

«**3.** La Commission est une corporation.

«**3.1** La Commission a son siège social à l'endroit déterminé par le gouvernement. Un avis de la situation ou de tout changement de la situation du siège social est publié à la *Gazette officielle du Québec*. Elle peut tenir ses séances à tout endroit au Québec.

«**3.2** La Commission est composée d'un conseil d'administration formé de treize membres dont un président.

Sauf le président, les membres sont nommés de la façon suivante:

1° quatre, après consultation de l'association d'employeurs et des associations d'entrepreneurs;

2° quatre, après consultation des associations représentatives;

3° deux, recommandés par le ministre du Travail;

4° un, recommandé par le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu;

5° un, recommandé par le ministre de l'Éducation.

«**3.3** Les membres du conseil d'administration sont nommés par le gouvernement pour au plus cinq ans.

À la fin de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

« **3.4** Une vacance parmi les membres du conseil d'administration est comblée en suivant le mode prescrit pour la nomination de la personne à remplacer.

« **3.5** En cas d'absence ou d'incapacité temporaire du président, celui des membres que désigne le gouvernement le remplace et en exerce tous les pouvoirs.

En cas d'incapacité temporaire d'un membre autre que le président, le gouvernement peut nommer une autre personne pour assurer l'intérim, aux conditions qu'il détermine.

« **3.6** Le président veille à l'exécution des décisions du conseil et est responsable de l'administration et de la direction de la Commission dans le cadre de ses règlements et ses orientations.

Il est d'office directeur général de la Commission et exerce ses fonctions à plein temps.

« **3.7** Le gouvernement fixe la rémunération et les autres conditions de travail du président.

Les autres membres ne sont pas rémunérés sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement.

Ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement.

Ces dépenses sont à la charge de la Commission.

« **3.8** Le président ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et celui de la Commission.

Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si cet intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

Tout membre du conseil d'administration, autre que le président, qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et celui de la Commission doit, sous peine de déchéance de sa charge, dénoncer par écrit son intérêt au président et s'abstenir de siéger au conseil et de participer à toute délibération ou décision lorsqu'une question portant sur l'entreprise dans laquelle il a cet intérêt est débattue.

«**3.9** Le quorum aux séances du conseil d'administration est d'au moins la majorité des membres nommés dont le président.

Le président n'a pas droit de vote sauf en cas d'égalité des voix.

«**3.10** Le conseil d'administration forme deux comités administratifs:

- 1° le comité administratif sur les relations du travail;
- 2° le comité administratif sur la formation professionnelle.

«**3.11** Le comité administratif sur les relations du travail est composé:

- 1° du président;
- 2° d'un représentant de l'association d'employeurs siégeant au conseil;
- 3° d'un représentant des associations représentatives siégeant au conseil;
- 4° des deux représentants nommés au conseil d'administration suite à la recommandation du ministre du Travail.

Ce comité administratif remplit les fonctions que lui confie le conseil d'administration sur les questions relatives aux relations du travail, à l'exception de celles que le conseil doit exercer par règlement.

«**3.12** Le comité administratif sur la formation professionnelle est composé:

- 1° du président;
- 2° d'un représentant des associations d'entrepreneurs siégeant au conseil;
- 3° d'un représentant des associations représentatives siégeant au conseil;
- 4° des deux représentants nommés au conseil d'administration suite aux recommandations respectives du ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu et du ministre de l'Éducation.

Ce comité administratif remplit les fonctions que lui confie le conseil d'administration sur les questions relatives à la formation professionnelle, à l'exception de celles que le conseil doit exercer par règlement.



« Sous-section 2. — *Fonctions et pouvoirs*

« **4.** La Commission a pour fonction d'administrer la présente loi et notamment :

1° de veiller à l'application de la convention collective conclue ou du décret adopté en vertu de la présente loi ;

2° de vérifier et contrôler l'application de la présente loi et de ses règlements et notamment le respect des normes relatives au placement, à l'embauche et à la mobilité de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction ;

3° de s'assurer de la compétence de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction ;

4° d'organiser et surveiller la tenue du scrutin d'adhésion syndicale et de constater la représentativité des associations visées à l'article 28 ;

5° dans le cadre des politiques relatives à la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction approuvées par le gouvernement, de veiller à l'application des mesures et des programmes relatifs à la formation professionnelle des salariés, des artisans et des employeurs qui exécutent eux-mêmes des travaux de construction ;

6° d'administrer des régimes complémentaires d'avantages sociaux conformément à la présente loi ;

7° de maintenir un service de vérification des livres de comptabilité des entrepreneurs afin de contrôler et vérifier l'encaissement des cotisations et des prélèvements prévus par la présente loi ou par une convention collective ou un décret adopté en vertu de la présente loi ;

8° d'organiser et administrer tout fonds d'indemnisation que les parties jugent nécessaire pour assurer à chaque travailleur le paiement de son salaire et de tous les avantages sociaux.

« **4.1** Le gouvernement peut charger la Commission de voir à l'application de lois ou règlements connexes au domaine de la construction.

« **4.2** La Commission peut nommer le personnel nécessaire à l'exécution de ses fonctions selon le plan d'effectifs établi par règlement du gouvernement.

Elle fixe les attributions de son personnel et, sous réserve de l'article 5, sa rémunération. ».

**4.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 7, du suivant :

« **7.1** La Commission ou toute personne qu'elle autorise à cette fin peut :

1° pénétrer à toute heure raisonnable dans un lieu où s'effectuent des travaux de construction ou dans un établissement d'un employeur ;

2° exiger tout renseignement relatif à l'application de la présente loi ou de ses règlements, de même que la communication pour examen ou reproduction de tout document s'y rapportant.

Toute personne autorisée à exercer les pouvoirs prévus au premier alinéa doit, sur demande, s'identifier et exhiber le certificat délivré par la Commission, attestant sa qualité. ».

**5.** L'article 10 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Avant le début du mois qui précède le début de l'année financière, ce budget est transmis, pour approbation, au Comité mixte de la construction et au Comité sur la formation. Si ces derniers ne l'ont pas approuvé le 31 décembre, le budget entre automatiquement en vigueur le premier janvier. ».

**6.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 18, de ce qui suit :

« § 3.—*Comité sur la formation professionnelle dans  
l'industrie de la construction*

« **18.1** Le ministre procède à la formation du Comité sur la formation professionnelle dans l'industrie de la construction.

« **18.2** Le Comité sur la formation donne à la Commission des avis sur toute question relative à la formation professionnelle dans l'industrie de la construction, en tenant compte des besoins des employeurs, des salariés et des artisans.

« **18.3** Le Comité sur la formation est composé de quinze membres.

« **18.4** Le président est désigné par le président de la Commission parmi son personnel.

L'association d'employeurs et chacune des associations d'entrepreneurs désignent un membre.

Les associations représentatives désignent sept membres de la façon suivante :

1° chacune des associations représentatives à un degré de cinq pour cent désigne un membre ;

2° si les sept postes auxquels ont droit les associations représentatives ne sont pas ainsi comblés, chacune des associations représentatives à un degré de quinze pour cent ou plus désigne un membre additionnel lors d'un deuxième tour ;

3° s'il reste alors des postes à combler, chacune des associations représentatives à un degré de trente pour cent ou plus désigne un membre additionnel lors d'un troisième tour ;

4° chaque association représentative exerce à tour de rôle le droit prévu aux paragraphes 1° à 3° par ordre de degré de représentativité, jusqu'à ce que tous les postes aient été comblés.

« **18.5** Un substitut est désigné pour remplacer chaque membre du Comité sur la formation. Le substitut n'assiste aux séances qu'en l'absence du membre qu'il remplace.

« **18.6** Le nom des membres et de leurs substituts doivent être transmis au ministre dans les trente jours de la délivrance du certificat visé à l'article 34.

« **18.7** Les membres et les substituts demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés ou nommés de nouveau.

« **18.8** Celui qui a désigné le membre ou le substitut dont le poste devient vacant transmet au ministre le nom de son remplaçant.

« **18.9** Le quorum aux séances du Comité sur la formation est constitué du président, de quatre membres représentant l'association d'employeurs et les associations d'entrepreneurs et de quatre membres représentant les associations représentatives.

« **18.10** Un avis doit être approuvé à la majorité. Le président siège sans droit de vote.

« **18.11** Les procès-verbaux des séances sont dressés par un membre du personnel de la Commission.

« **18.12** Le Comité sur la formation peut adopter des règles pour sa régie interne. Ces règles sont soumises à l'approbation de la Commission.

« **18.13** Aucun membre du Comité sur la formation, à l'exception du président, ne peut détenir un emploi rémunéré à la Commission.

« **18.14** Les membres et les substituts ne sont pas rémunérés sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement.

Ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement.

Ces dépenses sont à la charge de la Commission. ».

**7.** L'article 19 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, à la fin du deuxième alinéa, de « de l'article 92 » par « des articles 7.1, 80, 80.1, 85.1, 85.5, 85.6, 92, 119.1, 121.1 et 123.1 » ;

2° par le remplacement, dans la septième ligne du troisième alinéa, de « articles 78, 82 et 92 » par « articles 7.1, 78, 80, 80.1, 82, 85.1, 85.5, 85.6, 92, 119.1, 121.1, les paragraphes 8° et 10° de l'article 123 et 123.1 ».

**8.** L'article 28 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « Confédération des syndicats nationaux (CSN) » par les mots « Confédération des syndicats nationaux (CSN-CONSTRUCTION) ».

**9.** L'article 30 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* du premier alinéa par le suivant :

« *a*) titulaires d'un certificat de compétence, d'un certificat d'occupation ou d'un certificat d'apprentissage délivré par la Commission ; ».

**10.** L'article 37 de cette loi est modifié par la suppression, à la fin, des mots « et elle est la seule dont l'employeur doit tenir compte pour fins d'emploi d'un salarié et la seule également pour toutes les fins de l'Office ».

**11.** L'article 59 de cette loi est abrogé.

**12.** L'article 78 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **78.** La Commission est seule habilitée à recevoir les plaintes se rapportant à l'application d'une norme relative à une agence de

placement ou au placement, à l'embauche ou à la mobilité de la main-d'oeuvre. ».

**13.** L'article 80 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**80.** Le conseil d'arbitrage institué en vertu de l'article 41 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre F-5) est chargé, sur demande de toute personne intéressée, d'entendre et de régler les conflits de compétence relatifs à l'exercice d'un métier ou d'une occupation.

«**80.1** Ce conseil d'arbitrage entend également l'appel d'une décision de la Commission:

1° refusant la délivrance ou le renouvellement d'un certificat de compétence, d'un certificat d'occupation ou d'un certificat et d'un carnet d'apprentissage;

2° délivrant ou renouvelant un certificat de compétence, un certificat d'occupation ou un certificat ou un carnet d'apprentissage que son titulaire n'estime pas approprié;

3° refusant de remettre en vigueur un certificat et un carnet d'apprentissage annulés suivant une disposition d'un règlement visé au paragraphe 4° de l'article 123.1;

4° refusant à un employeur l'autorisation d'utiliser dans une région les services d'un salarié ou d'un artisan;

5° refusant la demande d'un employeur de délivrer à un salarié un certificat et un carnet d'apprentissage;

6° refusant ou annulant une exemption à l'obligation d'être titulaire d'un certificat de compétence, d'un certificat d'occupation ou d'un certificat et d'un carnet d'apprentissage ou soumettant la délivrance d'une telle exemption à des conditions que la personne ayant fait la demande n'estime pas appropriées.

Seul l'employeur peut en appeler d'une décision visée aux paragraphes 4° et 5° du premier alinéa et, dans les cas prévus au paragraphe 6° du premier alinéa, lorsque l'employeur doit en vertu de la présente loi ou de ses règlements formuler lui-même la demande de délivrance d'une exemption. ».

**14.** L'article 81 de cette loi est modifié par le remplacement, à la fin du paragraphe a, des mots « le certificat de qualification » par les mots « le certificat de compétence ».

**15.** L'article 82 de cette loi est modifié par le remplacement du sous-paragraphe 2° du paragraphe *c* du premier alinéa par le suivant :

« 2° le prélèvement ne doit jamais excéder un pour cent de la rémunération du salarié et un pour cent de la liste de paie de l'employeur et, dans le cas de l'artisan, un pour cent de sa rémunération; ».

**16.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 85, du chapitre suivant :

## « CHAPITRE VII.1

### « FORMATION PROFESSIONNELLE

« **85.1** La formation professionnelle a pour objet d'assurer une main d'oeuvre compétente et polyvalente en fonction des besoins des employeurs, des salariés et des artisans de l'industrie de la construction.

« **85.2** Le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu élabore et propose au gouvernement les politiques et mesures relatives à la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction.

« **85.3** La Commission élabore des programmes relatifs à la formation professionnelle après consultation du Comité sur la formation et les soumet à l'approbation du ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu.

« **85.4** La Commission donne au ministre de l'Éducation des avis sur toute question relative à la formation professionnelle dispensée dans des établissements d'enseignement après consultation du Comité sur la formation.

« **85.5** Un employeur, un salarié et un artisan doivent être titulaires d'un certificat de compétence, d'un certificat d'occupation ou d'un certificat et d'un carnet d'apprentissage ou d'une exemption délivrés par la Commission et avoir en leur possession ce certificat ou une preuve d'exemption pour exécuter eux-mêmes des travaux de construction.

« **85.6** Pour exécuter eux-mêmes des travaux relatifs à un métier, un employeur, un salarié et un artisan doivent être titulaires d'un certificat de compétence, d'un certificat et d'un carnet d'apprentissage ou d'une exemption délivrés par la Commission et correspondant à ce métier et avoir en leur possession ce certificat ou une preuve d'exemption. ».

**17.** L'article 86 de cette loi est modifié, au paragraphe 5 du deuxième alinéa :

1° par le remplacement de l'intitulé par les mots « *Formation syndicale* »;

2° par la suppression, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « professionnelle ».

**18.** L'article 108.1 de cette loi est modifié:

1° par la suppression du paragraphe *a*;

2° par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

« *b*) « licence »: une licence d'agence de placement délivrée conformément à un règlement adopté en vertu de l'article 123. ».

**19.** Le titre de la section 2 du chapitre X.1 et les articles 108.5 à 108.17 de cette loi sont abrogés.

**20.** L'article 109 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du nombre « 52 » par le nombre « 50 ».

**21.** L'article 109.2 de cette loi est modifié par la suppression, dans la troisième ligne, des mots « ou, selon le cas, l'Office ».

**22.** L'article 119.1 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **119.1** Commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, des amendes prévues à l'article 120:

1° un salarié, un artisan ou un employeur qui exécute lui-même des travaux de construction sans être titulaire soit d'un certificat de compétence, soit d'un certificat d'occupation, soit d'un certificat d'apprentissage ou soit d'une exemption, délivré par la Commission ou sans avoir en sa possession ce certificat ou une preuve d'exemption;

2° un salarié, un artisan ou un employeur qui exécute lui-même des travaux relatifs à un métier sans être titulaire soit d'un certificat de compétence ou d'un certificat d'apprentissage correspondant à ce métier ou soit d'une exemption, délivré par la Commission ou sans avoir en sa possession ce certificat ou une preuve d'exemption;

3° quiconque utilise les services d'un salarié ou l'affecte à des travaux de construction sans que ce dernier soit titulaire soit d'un certificat de compétence, soit d'un certificat d'occupation, soit d'un certificat d'apprentissage ou soit d'une exemption, délivré par la Commission ou sans qu'il ait en sa possession ce certificat ou une preuve d'exemption;

4° quiconque utilise les services d'un salarié ou l'affecte à l'exécution de travaux relatifs à un métier sans que ce dernier soit titulaire soit d'un certificat de compétence ou d'un certificat d'apprentissage correspondant à ce métier ou soit d'une exemption, délivré par la Commission ou sans qu'il ait en sa possession ce certificat ou une preuve d'exemption;

5° quiconque utilise à des fins industrielles ou commerciales les services d'un artisan pour l'exécution de travaux de construction sans que ce dernier soit titulaire soit d'un certificat de compétence, soit d'un certificat d'occupation ou soit d'une exemption, délivré par la Commission ou sans qu'il ait en sa possession ce certificat ou une preuve d'exemption;

6° quiconque utilise à des fins industrielles ou commerciales les services d'un artisan pour l'exécution de travaux relatifs à un métier sans que ce dernier soit titulaire soit d'un certificat de compétence correspondant à ce métier ou soit d'une exemption, délivré par la Commission ou sans qu'il ait en sa possession ce certificat ou une preuve d'exemption;

7° un salarié, un artisan ou un employeur qui exécute lui-même des travaux de construction et qui refuse, omet ou néglige d'exhiber à une personne autorisée par la Commission son certificat de compétence, son certificat d'occupation, son certificat d'apprentissage ou sa preuve d'exemption, le cas échéant, délivré par la Commission;

8° quiconque utilise un certificat de compétence, un certificat d'occupation, un certificat ou un carnet d'apprentissage ou une preuve d'exemption d'une autre personne;

9° quiconque altère ou falsifie un certificat de compétence, un certificat d'occupation, un certificat ou un carnet d'apprentissage ou une preuve d'exemption;

10° quiconque fait une fausse déclaration pour l'obtention d'un certificat de compétence, d'un certificat d'occupation, d'un certificat ou d'un carnet d'apprentissage ou d'une exemption. ».

**23.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 121, du suivant:

« **121.1** Les poursuites pénales en vertu de la présente loi sont intentées conformément à la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15) par le Procureur général ou par toute personne qu'il autorise généralement ou spécialement à cette fin. ».

**24.** L'article 123 de cette loi est remplacé par les suivants:



« **123.** Le gouvernement peut, par règlement:

1° établir les conditions et les modalités de délivrance, de modification, de renouvellement ou de retrait d'une licence d'agence de placement;

2° limiter aux associations la délivrance ou le renouvellement d'une licence d'agence de placement;

3° rendre obligatoire une licence pour faire du placement;

4° déterminer les pouvoirs qu'un gouvernement et que la Commission peuvent exercer en matière de placement;

5° déterminer les normes d'éthique et de fonctionnement que doivent respecter une agence de placement et son personnel;

6° déterminer la forme et le contenu des rapports d'activité périodiques et des états financiers que doit fournir à la Commission une agence de placement;

7° déterminer les droits exigibles pour obtenir la délivrance ou le renouvellement d'une licence d'agence de placement;

8° établir des règles de priorité régionale en matière de placement, d'embauche et de mobilité de la main-d'oeuvre ainsi que les cas d'exception à ces règles et, à ces fins, délimiter le territoire du Québec en régions et définir et délimiter des zones limitrophes;

9° autoriser la Commission à utiliser pour son administration une partie des sommes qu'elle perçoit au titre d'avantages sociaux et une partie ou la totalité des fonds ou des intérêts des fonds gardés en fidéicommiss pour les congés payés, les avantages sociaux ou à quelqu'autre titre;

10° généralement, adopter toute autre disposition connexe ou supplétive jugée nécessaire pour donner effet aux dispositions de la présente loi autres que celles relatives à la formation professionnelle.

« **123.1** Le gouvernement peut, par règlement, sur recommandation du ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu et après consultation du ministre du Travail:

1° déterminer les compétences que requiert l'exercice des métiers;

2° déterminer les activités comprises dans un métier;

3° rendre obligatoire l'apprentissage pour l'exercice d'un métier;

4° déterminer les conditions d'admission à l'apprentissage et aux examens, d'obtention, de renouvellement, d'annulation et de remise en vigueur d'un certificat et d'un carnet d'apprentissage;

5° déterminer les conditions d'obtention et de renouvellement d'un certificat de compétence correspondant à un métier ou à une partie des activités d'un métier, le cas échéant;

6° autoriser la Commission à accorder une exemption à l'obligation de détenir un certificat de compétence, un certificat d'occupation ou un certificat et un carnet d'apprentissage, déterminer les critères applicables à la délivrance et à l'annulation d'une telle exemption ainsi que les conditions auxquelles la délivrance d'une telle exemption est soumise;

7° déterminer la durée de l'apprentissage, le nombre d'apprentis par rapport au nombre de compagnons à l'emploi d'un employeur et le taux de salaire de l'apprenti par rapport à celui du compagnon;

8° déterminer les droits exigibles pour la passation des examens et la délivrance ou le renouvellement d'un certificat de compétence et d'un certificat et d'un carnet d'apprentissage;

9° déterminer les droits exigibles et les conditions de délivrance et de renouvellement d'un certificat d'occupation;

10° déterminer les droits exigibles pour la délivrance d'une exemption à l'obligation de détenir un certificat de compétence, un certificat d'occupation ou un certificat et un carnet d'apprentissage;

11° généralement, adopter toute autre disposition connexe ou supplétive jugée nécessaire pour donner effet aux dispositions de la présente loi relatives à la formation professionnelle. ».

**25.** L'article 123.1 de cette loi devient l'article 123.2.

**26.** L'article 124 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **124.** Les dispositions du Code du travail, de la Loi sur les décrets de convention collective et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre ne s'appliquent pas dans l'industrie de la construction, à moins d'une disposition expresse à l'effet contraire. ».

**27.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 126, du suivant:

« **126.1** Le ministre du Travail est chargé de l'application de la présente loi. ».

#### DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

**28.** Le paragraphe 3° de l'article 2 de la Loi sur les installations de tuyauterie (L.R.Q., chapitre I-12.1) est modifié par l'insertion, dans la quatrième ligne et après les mots « la main-d'oeuvre », des mots « ou un certificat de compétence délivré en vertu de la Loi sur les relations du travail et la formation professionnelle dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20) ».

**29.** Le paragraphe 6° de l'article 2 de la Loi sur les installations électriques (L.R.Q., chapitre I-13.01) est modifié par l'insertion, dans la quatrième ligne et après les mots « la main-d'oeuvre (chapitre F-5) », des mots « ou un certificat de compétence délivré en vertu de la Loi sur les relations du travail et la formation professionnelle dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20) ».

**30.** L'article 1 de la Loi sur les maîtres électriciens (L.R.Q., chapitre M-3) est modifié :

1° au paragraphe 10° par l'insertion, dans la quatrième ligne et après les mots « la main-d'oeuvre », des mots « ou un certificat de compétence délivré en vertu de la Loi sur les relations du travail et la formation professionnelle dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20) »;

2° au paragraphe 11° par l'insertion, dans la troisième ligne et après les mots « de la main-d'oeuvre », des mots « ou inscrite à la Commission de la construction du Québec, en conformité de la Loi sur les relations du travail et la formation professionnelle dans l'industrie de la construction ».

**31.** L'article 1 de la Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie (L.R.Q., chapitre M-4) est modifié :

1° au paragraphe 8° par l'insertion, dans la quatrième ligne et après les mots « la main-d'oeuvre », des mots « ou un certificat de compétence délivré en vertu de la Loi sur les relations du travail et la formation professionnelle dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20) »;

2° au paragraphe 9° par l'insertion, dans la quatrième ligne et après les mots « main-d'oeuvre », des mots « ou inscrite à la Commission de la construction du Québec, en conformité de la Loi sur les relations

du travail et la formation professionnelle dans l'industrie de la construction ».

**32.** La Commission de la construction du Québec délivre un certificat de compétence à toute personne titulaire le 31 décembre 1986 d'une carte valide visée à l'article 36 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction et d'un certificat de qualification ou d'une attestation d'expérience valide délivré en vertu du Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction (R.R.Q., c. F-5, r.3).

La Commission délivre, sur demande, un certificat de compétence à toute personne non visée au premier alinéa, titulaire d'un certificat de qualification ou d'une attestation d'expérience valide délivré en vertu du Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction.

Le certificat de compétence doit correspondre au métier, à la spécialité ou aux tâches, le cas échéant, pour lesquels le certificat de qualification ou l'attestation d'expérience a été délivré.

**33.** La Commission de la construction du Québec délivre un certificat d'apprentissage à tout apprenti titulaire le 31 décembre 1986 d'une carte valide visée à l'article 36 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction et d'une carte et d'un carnet d'apprentissage valides à cette date, délivrés en vertu du Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction.

Le certificat d'apprentissage délivré par la Commission de la construction du Québec en vertu du premier alinéa doit correspondre au métier dans lequel son titulaire avait été admis à l'apprentissage.

La Commission de la construction du Québec délivre un certificat d'apprentissage à une personne :

1° qui en fait la demande, est âgée d'au moins 16 ans et est titulaire d'un certificat de fin d'études secondaires accordé pour un des métiers de la construction et délivré par une institution reconnue par le ministère de l'Éducation;

2° âgée d'au moins 16 ans pour laquelle un employeur enregistré à la Commission de la construction du Québec formule une demande de main-d'oeuvre et fournit à son égard une garantie de travail d'une durée d'au moins 500 heures échelonnées sur une période d'au plus une année.

Le titulaire du certificat d'apprentissage délivré en vertu du troisième alinéa peut obtenir du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu la délivrance du carnet d'apprentissage visé au Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction.

Seul le titulaire du certificat d'apprentissage délivré par la Commission de la construction du Québec conformément au présent article ainsi que du carnet d'apprentissage peut être admis à l'apprentissage ou à poursuivre l'apprentissage conformément au Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction et, le cas échéant, obtenir un certificat de qualification ou une attestation d'expérience conformément à ce règlement.

**34.** La Commission de la construction du Québec délivre un certificat d'occupation au salarié qui n'est pas visé à l'article 32 ou au premier alinéa de l'article 33 et qui est titulaire le 31 décembre 1986 d'une carte valide visée à l'article 36 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.

**35.** La Commission de la construction du Québec délivre un certificat d'occupation à un salarié âgé d'au moins 16 ans, qui n'est pas visé aux articles 32 à 34, pour lequel un employeur enregistré à la Commission formule une demande de main-d'oeuvre et fournit à son égard une garantie de travail d'une durée d'au moins 500 heures échelonnées sur une période d'au plus une année et une attestation que ce salarié a suivi avec succès un cours de sécurité exigé par le Code de sécurité pour les travaux de construction (R.R.Q., c. S-2.1, r. 6).

**36.** Le certificat de compétence, le certificat d'occupation et le certificat d'apprentissage délivrés par la Commission de la construction du Québec en vertu des articles 32 à 35 doivent indiquer la région du domicile de son titulaire. Ces certificats sont valides jusqu'à ce qu'un règlement édicté en vertu de l'article 123.1 de la Loi sur les relations du travail et la formation professionnelle dans l'industrie de la construction prévoit leur remplacement ou leur renouvellement.

Un salarié titulaire d'un certificat d'occupation et qui formule une demande ou pour lequel un employeur formule une demande en vertu du troisième alinéa de l'article 33 doit remettre à la Commission de la construction du Québec ce certificat d'occupation afin que celle-ci procède à la délivrance d'un certificat d'apprentissage.

La Commission de la construction du Québec délivre un certificat d'occupation à un salarié titulaire d'un certificat d'apprentissage délivré

en vertu de l'article 33, pour lequel un employeur enregistré à la Commission formule une demande de main-d'oeuvre et fournit à son égard une garantie de travail d'une durée d'au moins 500 heures échelonnées sur une période d'au plus une année et une attestation que ce salarié a suivi avec succès un cours de sécurité exigé par le Code de sécurité pour les travaux de construction. Le certificat d'occupation est délivré sur remise à la Commission du certificat et du carnet d'apprentissage de ce salarié.

**37.** La Commission de la construction du Québec peut exceptionnellement exempter une personne de l'obligation de détenir un certificat de compétence, un certificat d'occupation ou un certificat d'apprentissage dans l'un ou l'autre des cas suivants:

1° cette personne démontre avoir acquis, à l'extérieur du Québec, la compétence nécessaire pour lui permettre d'exercer le métier ou la spécialité prévu au Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction, pour lequel elle demande d'être exemptée de l'obligation de détenir un certificat de compétence;

2° cette personne démontre avoir été admise à l'apprentissage selon un régime d'apprentissage établi hors du Québec et qui est jugé équivalent au régime d'apprentissage prévu au Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction dans le métier pour lequel elle demande d'être exemptée de l'obligation de détenir un certificat d'apprentissage;

3° cette personne démontre qu'elle veut exécuter des travaux de construction dans le cadre d'une entente interprovinciale ou internationale relative à un programme d'échange en matière de formation professionnelle de la main-d'oeuvre;

4° un employeur démontre que sans les services de cette personne il ne pourra convenablement faire exécuter un travail de construction particulier.

L'exemption accordée en vertu du présent article est soumise à l'une ou plusieurs des conditions suivantes: elle est valide pour une durée limitée, elle est restreinte à des travaux précis, à une région, à une localité, à un chantier de construction, à un employeur ou à un travail. Cette exemption est annulée si son bénéficiaire ou son employeur, le cas échéant, ne respecte pas les conditions imposées.

Le présent article cesse d'avoir effet à la date fixée dans un règlement adopté en vertu du paragraphe 6° de l'article 123.1 de la

Loi sur les relations du travail et la formation professionnelle dans l'industrie de la construction.

**38.** Le Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction est réputé avoir été adopté en vertu de l'article 123.1 de la Loi sur les relations du travail et la formation professionnelle dans l'industrie de la construction.

Le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu est chargé de l'application de ce règlement sauf quant aux poursuites pénales pour lesquelles l'article 121.1 de cette loi s'applique, jusqu'à ce que ce règlement soit remplacé ou abrogé par un règlement adopté en vertu de l'article 123.1 de la Loi sur les relations du travail et la formation professionnelle dans l'industrie de la construction.

**39.** Un certificat de compétence délivré en vertu de l'article 32 atteste de la qualification acquise par son titulaire dans le métier, la spécialité ou les tâches qu'il vise comme s'il avait été délivré en vertu du Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction.

Le certificat d'apprentissage délivré en vertu de l'article 33 atteste que son titulaire est un apprenti dans le métier qu'il vise comme s'il avait été délivré en vertu du Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction.

Un carnet d'apprentissage annulé ou remis en vigueur conformément aux dispositions du Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction emporte l'annulation ou la remise en vigueur, le cas échéant, du certificat d'apprentissage délivré par la Commission de la construction du Québec.

**40.** Une personne peut interjeter appel devant le conseil d'arbitrage visé à l'article 41 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre F-5) d'une décision :

1° refusant la délivrance d'un certificat de compétence, d'un certificat d'occupation ou d'un certificat d'apprentissage visé aux articles 32 à 36;

2° délivrant un certificat de compétence, un certificat d'occupation ou un certificat d'apprentissage visé aux articles 32 à 36 qui n'est pas approprié;

3° refusant de remettre en vigueur un certificat d'apprentissage visé au troisième alinéa de l'article 39;

4° refusant ou annulant, dans l'application de l'article 37, une exemption à l'obligation d'être titulaire d'un certificat de compétence, d'un certificat d'occupation ou d'un certificat d'apprentissage, ou soumettant la délivrance d'une telle exemption à des conditions que la personne ayant fait la demande n'estime pas appropriées;

5° du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, visée à l'article 29 du Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction.

Seul un employeur peut en appeler d'une décision visée au paragraphe 2° du troisième alinéa de l'article 33, à l'article 35, au troisième alinéa de l'article 36 et au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 37.

**41.** Sous réserve de l'article 42 les règlements adoptés en vertu de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, remplacés ou abrogés par un règlement adopté en vertu de la Loi sur les relations du travail et la formation professionnelle dans l'industrie de la construction.

Ces règlements sont réputés avoir été adoptés en vertu de la Loi sur les relations du travail et la formation professionnelle dans l'industrie de la construction, en faisant les adaptations nécessaires.

**42.** Le Règlement sur le placement des salariés dans l'industrie de la construction (Décret 1946-82 du 25 août 1982 et amendements) continue de s'appliquer. Toutefois la définition de «certificat de classification» à l'article 1, les articles 49, 50 et les articles 2 à 23, 55 et 56 relatifs à la délivrance, au renouvellement et à l'obligation de détenir un certificat de classification sont abrogés.

Ce règlement est modifié de la façon suivante:

1° l'expresssion «certificat de classification «A»» est remplacée par «certificat de compétence, certificat d'occupation» aux articles 35 et 38, en faisant les adaptations nécessaires;

2° l'expression «certificat de classification «Apprenti»» est remplacée par «certificat d'apprentissage» aux articles 35, 37 et 38, en faisant les adaptations nécessaires;



3° par la suppression de la dernière phrase à l'article 36;

4° les mots « au cours des 2 années civiles précédant la date du renouvellement du certificat de classification » sont remplacés par « du 1<sup>er</sup> septembre 1984 au 1<sup>er</sup> septembre 1986 » dans les deux premières lignes du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 38;

5° l'expression « certificat de classification » est remplacée par « certificat de compétence, certificat d'occupation ou certificat d'apprentissage, selon le cas », au deuxième alinéa de l'article 38 et à l'article 48, en faisant les adaptations nécessaires;

6° par le remplacement des mots « la date du renouvellement » par « le 1<sup>er</sup> septembre 1986 » dans la troisième ligne du deuxième alinéa du paragraphe 1° de l'article 44;

7° par le remplacement du paragraphe 5 de l'annexe 2 par le suivant:

« 5. le certificat de compétence, le certificat d'occupation ou le certificat d'apprentissage, selon le cas, dont le salarié est titulaire; ».

Ce règlement est réputé avoir été adopté en vertu de la Loi sur les relations du travail et la formation professionnelle dans l'industrie de la construction.

**43.** La Commission de la construction du Québec succède à l'Office de la construction du Québec et, à cette fin, acquiert les droits de cet organisme et en assume les obligations.

**44.** Les affaires pendantes devant l'Office de la construction du Québec sont continuées et décidées par la Commission de la construction du Québec suivant la présente loi.

Les procédures dans lesquelles est partie l'Office de la construction du Québec sont transférées, sans reprise d'instance, à la Commission de la construction du Québec suivant les attributions qui lui sont conférées par la présente loi.

**45.** Les membres, dont le président, de l'Office de la construction du Québec en fonction le (*indiquer ici la date du jour précédant celle de l'entrée en vigueur du présent article*) deviennent respectivement membres et président du conseil d'administration de la Commission de la construction du Québec jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés en vertu de la Loi sur les relations du travail et la formation professionnelle dans l'industrie de la construction.

**46.** Malgré l'article 18.6 de la Loi sur les relations du travail et la formation professionnelle dans l'industrie de la construction, les parties intéressées doivent transmettre au ministre du Travail au plus tard le (*indiquer ici le trentième jour qui suit celui de l'entrée en vigueur du présent article*), le nom des membres et de leurs substituts qu'elles désignent au Comité sur la formation professionnelle dans l'industrie de la construction.

**47.** Les membres du personnel de l'Office de la construction du Québec, en fonction le (*indiquer ici la date du jour précédant celle de l'entrée en vigueur du présent article*), deviennent sans autres formalités, membres du personnel de la Commission de la construction du Québec.

**48.** Malgré l'article 10 de la Loi sur les relations du travail et la formation professionnelle dans l'industrie de la construction, la Commission de la construction du Québec peut, à compter du (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*), adopter un budget supplémentaire pour l'année 1987, en vue d'assurer la formation professionnelle dans l'industrie de la construction.

Ce budget est transmis, pour approbation, au Comité mixte de la construction et au Comité sur la formation professionnelle dans l'industrie de la construction. Si ces derniers ne l'ont pas approuvé dans les 30 jours qui suivent, ce budget supplémentaire entre automatiquement en vigueur à l'expiration de ce délai.

**49.** Dans les lois, règlements, proclamations, arrêtés en conseil, décrets, contrats ou autres documents, un renvoi à une disposition de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction est un renvoi à la disposition correspondante de la Loi sur les relations du travail et la formation professionnelle dans l'industrie de la construction.

Dans les mêmes documents, la dénomination « Office de la construction du Québec » et le mot « Office » lorsqu'ils désignent cet office sont remplacés par « Commission de la construction du Québec » ou « Commission », à moins que le contexte ne s'y oppose, en faisant les adaptations nécessaires.

**50.** Dans tout certificat, carte ou autres documents, lorsque les mots « Confédération des syndicats nationaux (CSN) » s'y retrouvent aux fins de l'application de la Loi sur les relations du travail et la formation professionnelle dans l'industrie de la construction, ils désignent « Confédération des syndicats nationaux (CSN-CONSTRUCTION) » à moins que le contexte ne s'y oppose.

**51.** Le ministre de la Main d'oeuvre et de la Sécurité du revenu peut conclure avec la Commission de la construction du Québec un protocole permettant le transfert à la Commission de fonctionnaires permanents du ministère qu'il dirige.

**52.** Le protocole préserve les congés de maladie et les jours de vacances accumulés de ces fonctionnaires et détermine leur classement et leur ancienneté.

**53.** Le protocole doit stipuler que le salaire d'un fonctionnaire qui accepte un transfert à la Commission de la construction du Québec ne peut, de ce seul fait, être diminué.

**54.** Le protocole établit des mécanismes permettant de régler toute mésentente découlant de son interprétation.

**55.** La Commission de la construction du Québec doit prendre à son emploi tout fonctionnaire visé à l'article 51 qui accepte un transfert à la Commission.

**56.** Le fonctionnaire qui, dans le délai prévu au protocole, accepte un transfert à la Commission de la construction du Québec devient, à la date fixée par le protocole, un employé permanent de la Commission. Il est alors uniquement régi par les conditions de travail en vigueur à la Commission et, le cas échéant, il devient membre de l'unité de négociation appropriée.

Le fonctionnaire qui, dans le délai prévu au protocole, ne signifie pas son refus d'être transféré à la Commission est réputé avoir accepté son transfert à la Commission.

**57.** Un fonctionnaire qui, dans le cadre du protocole visé à l'article 51, devient un employé de la Commission de la construction du Québec a le privilège, tant qu'il conserve cet emploi, de demander sa mutation ou de participer à un concours de promotion dans un emploi de la fonction publique conformément à la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1).

**58.** Un tel employé peut, durant qu'il est à l'emploi de la Commission de la construction du Québec, requérir de l'Office des ressources humaines qu'il lui donne un avis sur le classement qu'il pourrait se voir attribuer dans la fonction publique. Cet avis doit tenir compte du classement que cet employé avait dans la fonction publique

ainsi que de l'expérience et de la scolarité acquises depuis qu'il est à l'emploi de la Commission.

**59.** L'Office des ressources humaines émet, pour un tel employé qui pose sa candidature à la mutation ou à un concours de promotion, un avis de classement qui doit être établi en tenant compte des critères prévus à l'article 58.

**60.** En cas de cessation partielle ou complète des activités de la Commission de la construction du Québec ou s'il y a manque de travail, un tel employé a le droit d'être placé, par l'Office des ressources humaines, à un emploi dans la fonction publique qui correspond à un classement déterminé en tenant compte des critères prévus à l'article 58.

Un tel employé est alors mis en disponibilité dans la fonction publique et il demeure à l'emploi de la Commission jusqu'à ce que l'Office des ressources humaines puisse le placer.

**61.** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1987.